

AMNESTY INTERNATIONAL

Invitation à une réunion d'information pour les médias

ÉFAI
5 novembre 2008

Des organisations de défense des droits humains vont demander aux gouvernements européens d'offrir une protection humanitaire à des détenus de Guantánamo

Lundi 10 novembre, après l'élection d'un nouveau gouvernement aux États-Unis, cinq grandes organisations internationales de défense des droits humains vont demander conjointement aux gouvernements européens de fournir une protection humanitaire aux détenus de Guantánamo qui ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays d'origine parce qu'ils risquent d'y être torturés ou victimes d'autres violations graves de leurs droits fondamentaux. Il faudrait que les gouvernements conviennent d'accepter ces hommes dans leur pays et fassent en sorte qu'ils bénéficient du soutien nécessaire.

Amnesty International, le Center for Constitutional Rights, Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme et Reprieve feront cette annonce à l'issue de l'atelier stratégique qu'ils vont mener pendant deux jours à Berlin en collaboration avec d'autres acteurs internationaux actifs dans le domaine de la protection humanitaire.

Après avoir mis l'accent sur la responsabilité légale qu'ont les États-Unis de trouver des solutions pour ces personnes détenues illégalement pendant des années, notamment en leur trouvant un lieu sûr pour vivre et être réhabilitées, les organisations vont exhorter les autres gouvernements à collaborer avec les États-Unis pour mettre fin aux souffrances de ces personnes.

Une cinquantaine environ de personnes actuellement détenues à Guantánamo et que les autorités américaines n'ont pas l'intention d'inculper ne peuvent pas légalement être renvoyées dans leur pays d'origine parce qu'elles risquent d'y être torturées ou soumises à d'autres formes de mauvais traitements. Ces personnes sont originaires de Chine, d'Ouzbékistan, de Russie et de Tunisie. Il est essentiel désormais de trouver pour ces personnes un endroit sûr où elles puissent vivre sans craindre d'être victimes de nouvelles violations de leurs droits fondamentaux.

Les avocats de certains des détenus ayant besoin de protection seront également présents pour parler de la situation de leurs clients.

Date : Lundi 10 novembre 2008 de 11h00 à 12h30 (heure locale)

Lieu : Tagungszentrum Katholische Akademie, Seminarraum 1, Hannoversche Str. 5b, 10115 Berlin-Mitte

Participants :

Daniel Gorevan – coordonateur de la campagne *Contre le terrorisme : la justice*, Amnesty International
Emi MacClean – juriste, Initiative globale pour la justice à Guantánamo, Centre for Constitutional Rights
Joanne Mariner, directrice du programme Terrorisme et contre-terrorisme, Human Rights Watch
Cori Crider – juriste, Reprieve
Steve Sady – responsable de l'assistance judiciaire, États-Unis

Pour confirmer votre présence à la conférence de presse ou prendre rendez-vous pour une interview, veuillez contacter la personne suivante :

Dawid Bartelt, attaché de presse de la section allemande d'Amnesty International
Tél. : +49 30 420248-333 ; courriel : dbartelt@amnesty.de ; www.amnesty.de